

**Déni du déni:
racisme daltonien et académique.
Silence en France**

Iseult Mc Nulty

Article disponible sur le site de l'ONU et de
l'Association américaine des professeurs d'université

Traduction: Le Kiosk (infolekiosk@riseup.net) (Neither profit nor compromise)

Iseult Mc Nulty travaille au sein de l'équipe des communications de l'OPGA (Office of the President of the General Assembly, United Nations), travaillant en étroite collaboration avec les rédacteurs de discours. Elle est récemment diplômée du AM MPhil in Race, Ethnicity and Conflict du Trinity College de Dublin, qui fait suite à un diplôme de premier cycle en anthropologie et développement international de l'Université de Sussex. Elle a également passé un an à Sciences Po où elle a obtenu un Certificat en Affaires Internationales. Iseult a travaillé un an au sein du service Education de l'ONG de commerce équitable 'Artisans du Monde' à Paris. Elle est cofondatrice du projet « whxteness », une série de séminaires sur le racisme et les histoires coloniales. Elle a également cofondé "Safe Place", une plateforme primée visant à lutter contre la discrimination en matière de logement à laquelle sont confrontées les personnes LGBTQI+. Iseult est à la fois de nationalité française et irlandaise, est un locuteur natif des deux langues. Elle a un niveau conversationnel d'espagnol et des notions d'irlandais (gaélique). La passion d'Iseult est la narration.

En février 2021, la ministre française de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a publiquement condamné les études postcoloniales, décoloniales, intersectionnelles, de genre et raciales. Affirmant qu'une faction radicale de la gauche fait des ravages dans les universités et divise la société française, elle a souligné son désaccord avec les études relatives à la race, arguant que le concept est biologiquement malsain, quelle que soit sa réalité matérielle ou sociale. Le ministre a suggéré qu'une enquête soit ouverte pour examiner la diffusion par la gauche radicale d'idéologies clivantes qui rongeraient le monde universitaire ainsi que la société française et les valeurs républicaines.

Cet article exploite la théorisation d'Eduardo Bonilla-Silva du racisme daltonien à travers le prisme du républicanisme français, ainsi que la théorie postcoloniale et décoloniale, afin de débattre la violence épistémologique en jeu dans cette controverse. Pourquoi la recherche sur la race est-elle présentée comme une menace pour les valeurs républicaines fondamentales? Qu'est-ce que cela signifie pour la liberté académique?

En février 2021, la ministre française de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, a proposé qu'une enquête soit ouverte sur la corrosion des institutions académiques qu'elle qualifie d'appartenance à la « gauche radicale » (Delaporte 2021). Le mot qu'elle a utilisé était "islamo-gauchisme" - un terme insaisissable qui accuse les gauchistes qui soutiennent les Palestiniens de complicité avec le terrorisme islamiste (Faure 2020). Associant et critiquant les études postcoloniales, décoloniales, intersectionnelles, de genre et raciales, son enquête examinerait les façons dont le « gauchisme rampant » pousse un programme politiquement diviseur qui menace les valeurs de la République, ou les valeurs républicaines françaises (Fassin 2021). Cet article se concentrera sur sa ligne d'argumentation spécifique, qui l'amène à soutenir que la recherche relative au colonialisme et à la race ne sert qu'à « fracturer et diviser », faisant de son assaut contre le milieu universitaire un indéniable lié à la race (Plowright 2021).

Suite à la mort de George Floyd en mai 2020 aux États-Unis, des militants antiracistes français ont cherché à replacer la conversation sur le racisme institutionnel dans le contexte français. Divers responsables gouvernementaux, dont l'actuel président Emmanuel Macron, ont rejeté toute affirmation selon laquelle le racisme structurel, institutionnel ou systémique est pertinent dans le contexte français (France Inter 2021). La résistance aux idées postcoloniales et décoloniales n'est ni nouvelle ni spécifique à la France. Cependant, je soutiens qu'étant donné les aspects uniques de l'approche de la race de la République française, cette controverse particulière a pris une qualité intrinsèquement française.

Juridiquement, la République française ne reconnaît pas la race, considérant le concept comme biologiquement et scientifiquement infondé. Cependant, de nombreux théoriciens soulignent que si toute compréhension biologique de la race doit être rejetée, elle a une réalité sociale et ontologique et doit être considérée «

comme un principe d'organisation du monde social » (Hamilton 2020, 2). Dans le contexte français, « la reconnaissance de la race ou l'utilisation de catégories raciales [est considérée comme] incompatible avec la lutte contre le racisme » (Fleming 2017, 6). Quelle que soit son intention, ce refus de reconnaître la race comme un fait social a cultivé un déni de l'expression délétère et violente de la réalité de la race: le racisme. L'importance du racisme dans la société française reste cachée derrière la rhétorique daltonienne de l'État (Browne 2009). Le daltonisme est simplement une nouvelle adaptation du racisme, celle où le racisme existe « sans racistes » (Bonilla-Silva 2016, 6).

Cet essai exploite la recherche universitaire sur la race et le racisme en France afin de déterminer pourquoi la recherche sur la race est présentée comme une menace pour les valeurs républicaines fondamentales et ce que cela signifie pour la liberté académique.

J'utilise le travail d'Eduardo Bonilla-Silva pour démontrer comment une idéologie raciale daltonienne est devenue un article de foi républicain français, à la limite d'un credo existentiel. J'appliquerai la théorie postcoloniale et décoloniale pour suggérer que c'est précisément la raison pour laquelle la recherche universitaire sur la race a été critiquée par les responsables gouvernementaux, compromettant les principes de la liberté universitaire.

Le daltonisme comme doctrine républicaine française.

Le cadre conceptuel construit par Bonilla-Silva pour analyser le discours daltonien s'avère extrêmement instructif pour un contexte français. Il soutient qu'au lendemain du mouvement des droits civiques, avec la fin de la suprématie blanche légale et explicite, les États-Unis ont subi un changement idéologique du racisme formel et manifeste au racisme caché et daltonien. La situation des minorités raciales aux États-Unis n'est peut-être pas aussi grave aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque, mais l'idéologie daltonienne est néanmoins une forme persistante de racisme à laquelle résistent les «pratiques... plus subtiles que celles typiques de l'ère Jim Crow », tout en étant «aussi efficaces que les anciennes pour maintenir le statu quo racial» (Bonilla-Silva 2006, 25). Bien que le travail de Bonilla-Silva se concentre sur un contexte américain, la conception de Stuart Hall (1997) de la race comme un « signifiant flottant » nous rappelle la plasticité de la race et la nature adaptable du racisme. La race a reflué et coulé à travers le temps et l'espace, et a la capacité de changer et de se reconfigurer au fur et à mesure qu'elle se déplace (Wolfe 2016). Appliquant soigneusement le cadre théorique de Bonilla-Silva à un contexte français tout en gardant à l'esprit les spécificités républicaines de la France, cet article évite la conception commune selon laquelle le racisme aux États-Unis et en France est incomparable.

Le daltonisme est une nouvelle adaptation du racisme qui repose sur le déni et la dépolitisation des questions raciales (Lê Espiritu et Puar 2015). L'opinion selon

laquelle la société française est post- raciale et que le racisme est essentiellement révolu alimente le refus de reconnaître la nature structurelle du racisme, qui perpétue le statu quo racial inégal et « brouille les eaux des conversations et des compréhensions de la race » (Reynolds 2019, 8) . Cette utilisation du daltonisme ne cherche pas à rendre la société plus équitable mais seulement « **fonctionne pour rendre invisible le privilège blanc** » (Browne 2009, 78). "Nous devons être clairs sur le fait que la rhétorique "daltonienne" - qu'elle provienne de l'État français lui-même ou d'universitaires individuels - renforce la suprématie blanche" (Fleming 2020, 2). Les universitaires et les militants dont les centres de travail s'affrontent sont considérés comme alimentant l'animosité raciale, supprimant « la base historique, la gravité et le pouvoir » du racisme en tant que structure (Song 2014, 107).

La méthode française de lutte contre le racisme, jusqu'à présent, a été l' « évitement racial » (Fleming 2017, 6). A travers le rejet catégorique de la notion de race, la France maintient fermement son approche daltonienne (Kéaton 2010). Le républicanisme français insiste sur l'importance de l'égalité mais semble simultanément nier le rôle de l'État dans la perpétuation des inégalités, ce qui rend presque impossible de fournir des solutions critiques (Khanna 2011). Bien qu'il ait été fortement critiqué par des universitaires spécialisés dans l'étude de la race, le républicanisme s'est tellement naturalisé (et pris inconditionnellement et sans critique pour acquis) que la rhétorique républicaine du daltonisme est utilisée comme bouclier contre toute critique de l'État (Kisukidi et al. 2021). L'une des limites les plus importantes de l'approche française est qu'elle se focalise sur les manifestations individuelles du racisme en ignorant le fait que « l'État est un acteur clé du processus de racisation » (Garner 2017 : 52). Les conditions de la citoyenneté française sont que l'on ne peut être que républicain, ou membre individuel de la République, c'est pourquoi toute référence à la « race » ou à « l'ethnicité » a été supprimée de la Constitution et des recensements nationaux (Kervran 2020). En « rendant invisible le fait de rendre invisible les gens », l'État français a pris ses distances avec le racisme tout en ignorant son propre rôle dans sa création et sa perpétuation (Valluvan 2016 : 2244). Puisque « les atrocités coloniales sont comprises comme la négation des idéaux des français républicains plutôt que ceux qui se sont développés avec eux », il devient difficile d'étudier comment la discrimination raciale systémique imposée par la discrimination de l'État sape les fondements mêmes des principes républicains (Khanna 2011, 197). Les chercheurs postcoloniaux et décoloniaux français et francophones ont produit un important corpus de recherches pointant les limites du daltonisme républicain. Ces auteurs cherchent à développer leurs théories dans le contexte français, à explorer l'impact du colonialisme sur la France métropolitaine et à déconstruire les inégalités contemporaines en déballant leurs racines coloniales (Sékongo et Yéo 2007). En d'autres termes, ils renversent les études sur le colonialisme en explorant les conséquences pour la puissance coloniale plutôt que pour les anciens colonisés. L'aphasie collective de la capacité de la République à brutaliser, exclure et discriminer est extrêmement importante pour la formation d'un mythe national et pour entretenir l'illusion que l'État français est à l'abri du racisme (Stoler 2011)

Violence épistémologique

La carte du racisme daltonien de Bonilla-Silva montre comment, en plus de l'exploitation socio-économique et politique, une grande partie de l'établissement de la domination européenne sur le reste du monde (colonisé) était épistémologique (Bonilla-Silva 2006). La soif de connaissance et la recherche de la vérité de l'ère des Lumières sont souvent créditées d'avoir abouti à la construction de philosophies libérales, telles que le Republicanisme français - qui ont depuis servi de fondement aux démocraties contemporaines (Tuhiwai Smith 2012). Le racisme en tant que système s'est développé parallèlement à l'émergence des États-nations modernes, dont la République française contemporaine (Goldberg 2002). Alors que la théorie critique de la race explore et réfléchit sur les racines de l'ordre mondial hérité de la philosophie des Lumières, les auteurs postcoloniaux et décoloniaux cherchent à découvrir comment les héritages de l'esclavage et de la colonisation peuvent expliquer les inégalités socio économiques et politiques modernes (Maldonado-Torres 2016). Les concepts de modernité et de rationalité sont des produits de la pensée des Lumières qui sont fondamentalement liés à l'histoire de la colonisation impériale, de la formation raciale et du développement de la suprématie blanche mondiale (Omi et Winant 2014). Il est donc soutenu que puisque la race est la pierre angulaire de la «modernité», la croyance en la supériorité occidentale et blanche est le fondement de l'épistémologie occidentale (Quijano 2000). Cette croyance a été développée pour justifier l'assujettissement, l'asservissement et la colonisation des peuples non blancs. Les manifestations modernes de la race (et par conséquent du racisme) restent enracinées dans la même croyance en la supériorité blanche, bien que ce sentiment soit beaucoup plus caché qu'il ne l'était en siècles passés (Fleming 2017). Edward Said (1978, 205) se réfère au sentiment de droit intégré dans l'état d'esprit des Lumières comme une « supériorité positionnelle » qui précède la violence impériale et coloniale. Cette croyance en la supériorité inhérente de l'Occident a permis le niveau de violence qui allait de pair avec les projets coloniaux. « Les Lumières ont fourni l'esprit, l'impulsion, la confiance et les structures politiques et économiques qui ont facilité la recherche de nouvelles connaissances » (Tuhiwai Smith 2012 : 61). Si l'on cherche à creuser les manières dont les structures d'oppression sont intellectuellement renforcées, il est intéressant d'examiner, en plus de la classification et des hiérarchies imposées aux corps (racisme), les manières dont la colonialité s'enracine dans la production de connaissances. L'un des piliers de la pensée décoloniale est l'objectif de remettre en question la « domination épistémologique » de l'Occident, ou l'idée que l'Europe est le centre, le noyau, et le reste du monde est la périphérie de ce qui est et devrait être considéré comme ayant de la valeur (Bhambra 2014 , 120). Les études décoloniales proposent une nouvelle « géopolitique du savoir » qui cherche à inclure et à centrer les épistémologies de « l'Autre » afin de démystifier « la vision que l'Occident se fait de lui-même comme le centre du savoir légitime, l'arbitre de ce qui compte comme savoir et la source du savoir « civilisé » » (Tuhiwai Smith 2012, 66). Historiquement, le colonialisme et ses systèmes de croyances associés ont joué un rôle très influent dans la décimation du savoir des colonisés. Cet essai soutient non seulement que cette dynamique de

pouvoir épistémologique continue d'imprégner nos modes de connaissance, mais aussi que c'est la raison même pour laquelle la recherche cherchant à déballer les héritages des structures coloniales (c'est-à-dire la persistance du racisme) est attaquée (Harawi 2020). Les contre-récits et les savoirs produits à partir de la périphérie sont jugés illégitimes, voire dangereux. En effet, ce qui compte comme fait reste sous l'autorité de ceux qui « [façonnent] les paramètres de la connaissance légitime », ce qui sert en fin de compte à saper les épistémologies depuis les marges (Aked 2020, 117).

Abordant la domination épistémologique occidentale, Gayatri Spivak (1999, 59) demande : « Qui écouterait [les auteurs du tiers monde] ? L'incapacité des auteurs non occidentaux, non blancs, ou des auteurs qui produisent des connaissances depuis les périphéries à être pris au sérieux est intrinsèquement le résultat de la violence épistémologique, ou l'incarnation d'une colonialité de l'esprit en cours (Wa Thiong'o 1992). Les hiérarchies de connaissances centrées sur l'Occident sont telles que les connaissances produites par des auteurs marginalisés (qui peuvent rendre compte de leur expérience vécue) sont elles-mêmes marginalisées et délégitimées (Tuhiwai Smith 2012). De plus, il existe des preuves qui suggèrent que les universitaires de couleur sont « activement punis »... quand [leur travail] dérange le statu quo », et la controverse en cours en est sans doute un exemple concret (Lê Espiritu et Puar 2015, 66). En effet, « les représentants ou experts des minorités sont très rarement entendus de manière crédible et autoritaire » (Van Dijk 2013, 271), et, de plus, « certains corps [sont construits] comme menaçants, dangereux et incivils », une accusation à être « jetés sur des corps de couleur, d'immigrés, de pédés » (Lê Espiritu et Puar 2015 : 64-65). La liberté académique n'est donc pas accordée à tous de la même manière : « La suppression de la liberté académique est particulièrement prononcée pour les professeurs noirs socialement définis qui examinent de manière critique la suprématie blanche », ce qui sert en fin de compte à garantir que le statu quo racial reste incontesté (Reynolds 2020, 388). Non seulement les gouvernements ne parviennent pas à protéger les universitaires des minorités, mais l'attaque contre la pensée critique par ces mêmes gouvernements exacerbe les menaces raciales et sexistes contre ces universitaires (Harawi 2020). Par exemple, le langage islamophobe utilisé par le ministre et l'État français dans leur attaque maccarthyste contre la pensée critique marginalise les étudiants et universitaires musulmans et renforce davantage le racisme islamophobe en France (ibid., voir aussi Kisukidi et al. 2021).

Conclusion :

Pour contextualiser cet ensemble de théories dans la déclaration de Vidal, les auteurs critiques travaillant à décoloniser le milieu universitaire et, éventuellement, la société plus globalement, sont confrontés à une « montée simultanée de la nostalgie coloniale et de la suprématie blanche chez certains universitaires » (Sultana 2018, 228). Leur liberté académique de recherche sur la race, la colonialité, l'intersectionnalité et la justice sociale est attaquée par leurs collègues universitaires ainsi que par l'État, précisément parce que leurs recherches peuvent aboutir à la diffusion de

connaissances critiques à l'égard de l'État et susceptibles de compromettre le pouvoir dominant, l'hégémonie de la classe.

L'idée que des jeunes issus de franges marginalisées de la société française puissent être « séduits » par ces idées décoloniales fait peser une réelle menace sur la position de pouvoir de la bourgeoisie blanche dominante (Kisukidi et al. 2021). Il est dans l'intérêt de « ceux qui profitent des injustices et des inégalités » de réprimer ces idées (Sultana 2018, 231). La chasse aux sorcières de l'État français contre ces écoles de pensée n'est pas surprenante puisque « le racisme systémique et institutionnel, le sexisme et d'autres formes de discrimination sont souvent entretenus par des actes de silence » (Sultana 2018, 250). Les factions dirigeantes de la société française protègent leurs intérêts en perpétuant la violence épistémologique, en discréditant et en délégitimant les contre-récits issus des périphéries et qui cherchent à repenser notre ordre mondial. L'idée que le milieu universitaire est tellement menacé qu'il nécessite une intervention gouvernementale est une mauvaise interprétation de la question : la réalité des problèmes (c'est-à-dire le racisme) ne sont pas abordés, et les non-problèmes (c'est-à-dire la prétendue corruption des valeurs républicaines françaises par le milieu universitaire) sont surtraités (Harawi 2020). Le discours républicain daltonien et la matrice déployée par l'État français sert de réfutation contre les discours critiques à l'égard de l'approche étatique de la race. En raison de l'enracinement du daltonisme dans le républicanisme, la dénonciation du racisme est perçue comme une attaque contre la France elle-même. Ce sophisme fait écho à l'argument de Teun Van Dijk (2013) selon lequel, dans le déni du racisme, l'accusation de racisme est si intolérable que l'accusateur devient le véritable raciste. Cette analyse confirme que « les dénégations du racisme ne sont pas des tropes existant dans le vide... Ils remplissent aussi une fonction sociopolitique bien précise: ils remettent en cause la légitimité même de l'analyse antiraciste » (Zia-Ebrahimi 2020 : 317).

La doctrine française du racisme daltonien et le déni de la race ont pour fonction de renforcer l'oppression raciale. La suprématie blanche soumettra, assassinera et violera les corps noirs et bruns pendant des siècles, la justifiera par une idéologie raciste et insistera sur le fait qu'elle est daltonienne. Certaines de ces personnes ont subi un tel lavage de cerveau par des générations d'hypocrisie et de déni « daltoniens » que leur cognition est irréversiblement endommagée. L'idéologie daltonienne (hégémonique en France) est la négation de la réalité des processus raciaux du passé et du présent. L'antiracisme parmi les minorités est plus marquant en France qu'aux États-Unis étant donné l'hégémonie de la France qui se revendique comme une nation daltonienne (malgré la réalité sociale de la race). Le but de ce racisme daltonien est de protéger l'innocence des Blancs et de permettre aux « partisans des racistes » de se revendiquer non racistes. La République française est officiellement aveugle sur le plan racial et ethnique, rendant ainsi presque impossible la documentation et l'amélioration de ces défis inhérents aux relations raciales.

« Nous devons être clairs sur le fait que la rhétorique « – » daltonienne qu'elle

proviennent de l'État français lui-même ou de la part d'universitaires individuels – renforce la suprématie blanche (Fleming 2020).

La matrice discursive républicaine et daltonienne déployée par l'État français sert de réfutation aux discours critiques à l'égard de l'approche de l'État en matière de race. En raison de l'enracinement du daltonisme au sein du républicanisme, la dénonciation du racisme est considérée comme une attaque contre la France.

Les Français ne sont pas seulement daltoniens (aveugles à la couleur), ils sont surtout aveugles à la suprématie blanche et ses privilèges.

L'une de ses caractéristiques distinctes est le « daltonisme » et le fait « qu'il ne reconnaît pas les groupes raciaux ou ethniques comme des catégories sociales ou politiques légitimes ou comme des cibles politiques » (Citation Lieberman [2001](#))

«Voice» transforme les victimes en coupables, puisque les personnes se réclamant d'un groupe minoritaire sont considérées comme des auteurs de troubles perturbant le modèle daltonien français et s'auto-excluant ainsi de la communauté nationale.

L'importance du racisme dans la société française reste cachée derrière la rhétorique daltonienne de l'État (Browne 2009). Le daltonisme est simplement une nouvelle adaptation du racisme, celle où le racisme existe « sans racistes » (Bonilla-Silva 2016, 6).

Le daltonisme est une nouvelle adaptation du racisme qui repose sur le déni et la dépolitisation des questions raciales.

L'opinion selon laquelle la société française est post- raciale et que le racisme est essentiellement révolu alimente le refus de reconnaître la nature structurelle du racisme, qui perpétue le statu quo racial inégal et « brouille les eaux des conversations et des compréhensions de la race » (Reynolds 2019, 8) . Cette utilisation du daltonisme ne cherche pas à rendre la société plus équitable mais seulement « **fonctionne pour rendre invisible le privilège blanc** » (Browne 2009, 78).

La méthode française de lutte contre le racisme, jusqu'à présent, a été l' « évitement racial ».

A travers le rejet catégorique de la notion de race, la France maintient fermement son approche daltonienne (Kéaton 2010).

En « rendant invisible le fait de rendre invisible les gens », l'État français a pris ses distances avec le racisme tout en ignorant son propre rôle dans sa création et sa perpétuation (Valluvan 2016 : 2244)